

L'officier français

Un portrait sociologique

par Lothar Wilfried HILBERT.

★

Evolution de la société militaire française

L'armée française, qui n'a jamais cessé d'être une institution fondamentale dans la continuité historique de l'Etat, en raison non seulement de son prestige et de sa masse mais encore de son rayonnement social, traverse depuis la fin de la deuxième guerre mondiale une crise grave. Cette primauté, reconnue ou non, elle l'avait reprise mais par un effort au dessus de ses forces, exclusivement militaires, et par quelque glorieux mirage au lendemain de la guerre d'Indochine. On sait dans quel état d'esprit elle se trouve aujourd'hui : un tiers des officiers environ se montre décidément hostile au gouvernement.

Nulle part autant qu'en France l'histoire de la société militaire est celle d'une série de crises plus ou moins conditionnées par les succès de vanité que les Français tirent de leur armée. Nulle part aussi, l'historiographie n'a laissé les problèmes militaires dans une ombre aussi discrète.

Ailleurs, ce silence semble être rompu. L'étude de ce qu'il est convenu d'appeler les questions de « Défense » tend partout à rentrer dans le champ de la recherche. Le rôle joué, dans ce domaine, par les universités de Princeton et de Columbia est, à cet égard, exemplaire (1). Si large est la place accordée au phénomène de l'intégration politique de l'armée que pas moins de cinq grandes réunions de science politique, tenues depuis 1957, ont été consacrées au problème des rapports civil-militaires : à Nice, en juillet 1957 ; à Ohio University, en février 1959 ; à Opatija, en septembre 1959 ; à Bruxelles en novembre 1959, et à New College, Oxford, en mars 1960.

L'étude du monde militaire en France reste indispensable à l'intelligence politique ; sans doute per-

mettrait-elle de mieux comprendre l'optique d'un milieu social fermé, qui, dans bien des cas, tend à négliger les mouvements sociaux profonds et à croire qu'aujourd'hui, après l'échec des vieux principes de patriotisme et de discipline, l'officier doit nécessairement faire de la politique.

Le temps semble donc venu de tenter d'aborder les problèmes de la sociologie militaire en France. C'est à cette préoccupation que répond la présente étude.

Après avoir jeté un coup d'œil, nécessairement rapide, sur la courbe violemment mouvementée et contrastée, qu'a suivie l'opinion publique à l'égard des forces armées depuis Napoléon, nous analyserons, sans illusions nostalgiques mais aussi sans délectation morose, l'origine sociale des officiers d'aujourd'hui.

Aperçu historique.

Commençons par rappeler le fossé qui sépare, après Waterloo, les milieux politiques dominants de l'ancienne armée (2). Suspecte et méprisée, elle passe pour l'instrument de la révolution et le foyer mal éteint du libéralisme. Pendant la Restauration, le militarisme est de gauche.

(1) Pour les travaux consacrés aux problèmes de la sociologie militaire, et antérieurs à 1952, on se reportera à la bibliographie de l'UNIVERSITE DE COLUMBIA: *Civil-military relations*, New York, 1954. A un effort semblable correspond le recensement bibliographique de R. GIRARDET: *Problèmes militaires contemporains. Etat des travaux*, dans *Revue de Science Politique*, Paris, juin 1960, pp. 395-418. Orienté dans la perspective de science politique, l'inventaire ne comprend que les travaux publiés depuis 1945 et à l'exclusion de la littérature périodique. Cf. également « Aspects actuels des problèmes de la défense nationale », publiés en 1960 dans la Bibliothèque de l'Institut belge de Science politique, à Bruxelles.

(2) Voir R. GIRARDET: *La société militaire française dans la France contemporaine, 1815-1939*, Paris, 1958: un apport précieux mais qui semble actuellement un peu vieilli.

La défaite de 1870 accomplit partiellement les rêves des républicains dont les préférences vont à une armée nationale, non spécialisée et non conquérante. L'armée devient le commun dénominateur des Français, par ailleurs profondément divisés. Transformée profondément, l'armée passe pour l'institution propre à favoriser le redressement national. Jamais son prestige n'a été aussi haut qu'entre 1872 et 1887. Les vocations militaires se multiplient, et surtout dans le milieu des notables. Mais de ce fait, et aussi par suite du recrutement au concours, le corps des officiers de carrière tend à s'isoler de la Nation.

L'idée de la revanche s'estompant, l'antimilitarisme se développe. Pacifistes et socialistes identifient l'armée à la droite hostile au régime républicain. A tort, car l'officier animé d'un très haut loyalisme, n'a jamais été un serviteur de l'Etat aussi zélé qu'à cette époque de la Troisième République. Mais l'affaire Dreyfus éclate, prend les proportions d'une révolution sociale et l'armée se trouve désormais critiquée ou exaltée sans mesure. Après 1905, les vocations militaires se font moins nombreuses. Dans cette crise de conscience, l'officier, à défaut de guerres, se cherche une raison d'être dans le rôle social ou colonial qu'il est appelé à jouer. C'est la vie de caserne et de garnison d'avant 1914, c'est sa morale rigoureuse qu'il couronne ainsi d'une sorte de spiritualité militaire héroïque.

Cependant, après les remous de l'affaire des fiches, la première guerre mondiale rend vigueur et popularité à la société militaire française.

Le succès des armes rend le soldat, comme toujours et partout, populaire.

D'autre part, la crise semble avoir été trop rapide pour empêcher l'unanimité nationale de se refaire en 1914 (3).

Pourtant entre 1918 et 1939, le gouvernement ne cesse pas de surveiller le haut personnel militaire, peut-être parce que le régime démocratique et parlementaire nourrit par nature une sourde méfiance envers les chefs militaires.

Intégration politique de l'armée (4).

Qui sont les officiers, d'où viennent-ils, quelles sont leurs origines sociales ?

La question est capitale. Venant du citoyen

moyen sur qui pèsent lourdement les 27 mois des obligations militaires et qui constate que l'entretien des forces armées représente une part très importante du budget national, ces questions paraissent bien légitimes (5). Et cela d'autant plus qu'il arrive souvent aux deux conclusions suivantes. La première, est que l'armée continue d'exercer un pouvoir politique qui pour discret qu'il soit, n'en est pas moins réel : celui d'arbitrer ou l'action de l'Etat ou d'opposer son veto à toute action, qu'elle désapprouve ; l'officier se regarde comme l'interprète autorisé des intérêts nationaux. La seconde, bien que le rôle politique de l'armée reste négatif, car il se borne à exercer une pression invisible contre l'abandon total de l'Algérie et contre la formation d'un gouvernement de gauche.

Afin de mieux connaître le corps des officiers, on a procédé à une enquête sur l'évolution de la société militaire française. Celle-ci a porté sur 55 % des officiers entrés dans l'armée depuis la guerre (6).

En 1961, on comptait 31.000 officiers pour la seule armée de terre. Malgré les pertes subies en Indochine et en Algérie, ce nombre était le même qu'en 1938. A cette époque, les officiers appartenaient pour la plupart à l'aristocratie de province où à la moyenne bourgeoisie. Cette caste, dévouée et patriote, donnait le ton dans les cadres de l'armée. Dans ces deux groupes sociaux s'était formé un noyau de familles où il était de tradition d'épouser une fille d'officier et de devenir officier de père en fils.

Depuis 1945, le corps des officiers s'est renouvelé. Cependant l'armée a non seulement gardé son caractère traditionnel, mais l'a encore accentué ; et

(3) On pourrait cependant citer le désaccord qui se produisit en 1917 entre le Ministre de la Guerre et le Général en Chef.

(4) Le problème des rapports du pouvoir civil et du pouvoir militaire, pour les principaux pays, est esquissé dans un recueil des études, sous la direction de M. HOWARD : *Soldiers and Governments*, Londres, 1957 : ouvrage stimulant mais trop rapide, 192 pages. Pour l'Allemagne, la question est magistralement traitée par J. WHEELER-BENNETT, G.A. CRAIG et G. RITTER, dans des livres connus de tous les historiens.

(5) Les dépenses militaires absorbent cette année (1961) près du quart des crédits publics : 18,5 milliards de NF. C'est le groupe de dépenses le plus important. Il précède celui des crédits économiques (16,2 milliards). Quant aux dépenses faites en faveur du logement et à l'action culturelle de l'Etat, elles dépassent à peine le tiers et la moitié respectivement des crédits militaires.

(6) L'exposé qui suit a été rédigé en grande partie sur la base des renseignements chiffrés fournis par une « Commission de sociologie militaire » créée par l'Ecole de guerre.

c'est précisément sur ce point qu'il faut insister. Dans la société, pour la société, les cadres de l'armée représentent un milieu de plus en plus fermé. Repliés sur eux-mêmes, leur impulsion est, dans nombre de cercles, presque sans égale. Ni la société administrative, ni même la société ecclésiastique ne paraissent jouer un rôle aussi important. Quelles sont donc les origines sociales des officiers ? La question est d'importance. Nous allons en dresser un inventaire détaillé et précis, école par école.

Le recrutement du corps des officiers

Saint-Cyr - Coëtquidan.

La principale école de formation d'officiers est l'École spéciale militaire interarmes de Coëtquidan, au sud-ouest de Rennes, créée au lendemain de la guerre. Elle continue l'école de Saint-Cyr traditionnelle, installée en 1808 dans l'ancienne maison d'éducation pour les jeunes filles près de Versailles. Détruite en 1940-44, l'école fut transférée provisoirement en 1946, à Coëtquidan, camp d'instruction militaire en Bretagne (7).

A Saint-Cyr, la proportion de fils de militaires était en 1939 de 30 %. Elle est passée en 1948, dans la « division de Saint-Cyr », à 34 %, et a atteint 44 % en 1958. Elle a donc augmenté au total de près de moitié. Cette différence provient essentiellement de l'accroissement du pourcentage des fils de sous-officiers, qui a presque triplé par rapport à l'avant-guerre. Quant à la proportion de fils d'officiers, elle a augmenté d'environ un cinquième, pourcentage qui est resté stationnaire depuis 1950.

Avant la guerre, les fils d'officiers étaient cinq fois plus nombreux à St-Cyr que les fils de sous-officiers. Ils ne le sont plus maintenant que deux fois. Près du tiers d'entre eux sont issus de familles où l'on est officier de père en fils depuis au moins deux générations : de vieilles familles militaires ont donc subsisté.

Après les fils de militaires, ce sont les fils de fonctionnaires qui, malgré une certaine régression, fournissent à l'école de Coëtquidan le contingent le plus important, avec 14 % à la division St-Cyr et 15 % à la division Corps de troupe. Mais aujourd'hui ce sont plutôt les fils de petits fonctionnaires qui se présentent au concours d'entrée, au lieu des fils de hauts fonctionnaires. Suivent les

fils d'industriels avec 12 % et 18 %, de commerçants avec 9 % et 13 %. Les professions libérales et l'agriculture ne figurent guère que pour 5 % dans le décompte. Il reste environ 10 % de professions diverses. Dans la division Corps de troupe, la proportion des fils de militaires s'est élevée de 28 % en 1948 à 37 % en 1958. Le pourcentage de fils de sous-officiers est passé de 10 % à 18 %, alors que celui des fils d'officiers ne variait pas ; ils sont actuellement en nombre sensiblement égal.

Si l'on compare la composition sociale des deux bataillons de Coëtquidan, on constate qu'elle diffère moins qu'on ne serait tenté de le supposer. Toutefois le pourcentage des fils d'officiers supérieurs ou de cadres supérieurs du secteur civil est à peu près deux fois plus élevé dans la première que dans la seconde.

Le recrutement du corps des officiers est plus large que naguère. Néanmoins ce sont surtout les jeunes gens dont le père servait déjà dans l'armée qui veulent y accéder à leur tour. Les nouveaux éléments qui se présentent à Saint-Cyr sont ceux à qui cette école offrait la perspective d'une promotion sociale. Les fils de sous-officiers notamment semblent avoir choisi cette voie parce qu'elle leur était la plus familière, comme la voie de l'Université reste la plus proche aux fils d'instituteurs qui deviennent professeurs. Se sont surtout détournés de la carrière militaire les fils de hauts fonctionnaires et de membres des professions libérales, peut-être après avoir comparé les soldes des officiers et le traitement de leur père.

Polytechnique.

Les élèves issus de la haute et de la moyenne bourgeoisie se retrouvent à l'École polytechnique, fondée en 1789 par Carnot, ministre de la Guerre. Dans les années qui précédaient la guerre, environ 140 polytechniciens par promotion restaient dans l'armée au titre d'officiers. Bien que l'effectif des promotions ait été porté de 230 à 300, leur nombre s'est fortement réduit : en général moins d'une douzaine, et 3 seulement en 1956. En contrepartie, chaque année, près de 70 polytechniciens entrent

(7) L'école de Coëtquidan comporte deux divisions. La première ou « division de St-Cyr » est la suite de St-Cyr au sens propre. La seconde, ou « division Corps de troupe », résulte de la fusion des anciennes écoles de sous-officiers-élèves officiers ; l'entrée en est réservée aux sous-officiers titulaires du baccalauréat. Tous les élèves de Coëtquidan portent le cascar.

actuellement dans les corps d'ingénieurs militaires au lieu d'une quarantaine en 1939. Le goût de la technique l'emporte ainsi sur la vocation militaire. Pour l'ensemble des polytechniciens, la carrière d'ingénieur a gardé son attrait, alors que celle d'officier a perdu le sien. Les avantages de la première sont multiples : avancement rapide, soldes plus élevées, vie plus sédentaire et reclassement plus facile en cas de démission.

Des mesures ont été prises pour retenir les élèves sortant de la rue Descartes : admission des candidats ayant dépassé la limite d'âge de 21 ans et possibilité de passer deux des six ans de leur engagement militaire dans une école scientifique choisie. Si la première mesure a donné peu de résultats, la deuxième semble devoir être plus efficace. En attendant, la proportion de polytechniciens dans le corps des officiers n'est que de 3 % (1958).

Ecole navale.

Sociologiquement, l'Ecole navale, qui se trouve à Brest, ressemble à l'Ecole polytechnique. Comme à Polytechnique, les fils de la haute et de la moyenne bourgeoisie y sont plus nombreux qu'à St-Cyr. Près de la moitié des élèves dans la rue Descartes, près du tiers des élèves de Navale, sont fils de chefs d'entreprise, de cadres supérieurs de l'industrie et de membres de professions libérales. Près du tiers des élèves à Brest sont fils de militaires, proportion plus élevée qu'à Polytechnique.

Le nombre de candidats à Navale a diminué d'un tiers environ par rapport à l'avant-guerre, mais les promotions étant moins nombreuses, la sélection est restée sévère. Le concours d'entrée est demeuré difficile ; sa préparation exige deux années. Il y a donc moins de crise de recrutement qu'à Saint-Cyr.

Ecole de l'air.

L'Ecole de l'air est installée à Salon-de-Provence. Elle ne semble pas connaître de crise de recrutement. A l'Ecole de l'air, ce sont les fils d'ouvriers et d'employés qui sont les plus nombreux. A quoi cette grande école militaire doit-elle de ne pas éprouver les mêmes difficultés que ses aînées (Saint-Cyr, Polytechnique, Navale) ? A l'attrait qu'exerce l'aviation sur les jeunes ? A la certitude qu'ont les anciens élèves de trouver un emploi bien rémunéré dans l'industrie privée ? Aux primes de vol qui s'ajoutent — pour certains officiers au

moins — aux soldes ? Ou — dernière explication — au fait que l'Ecole de l'air n'a pas derrière elle la même tradition bourgeoise que Saint-Cyr ou Navale ?

La démocratisation du cadre des officiers. En 1958, un peu plus de 20 % du corps des officiers étaient issus du rang. Ils ne sont passés par aucune école de formation, mais ont accédé à leur grade par promotion directe. La plupart d'entre eux prennent leur retraite comme capitaines. Car avant d'être nommés officiers, ils ont dû franchir toute la hiérarchie des sous-officiers. Leur promotion comme officiers supérieurs se trouve donc stoppée par la limite d'âge.

Leur origine sociale n'a jamais fait l'objet d'aucun travail d'ensemble. On peut toutefois supposer qu'elle demeure en général plus modeste que celle des officiers de Saint-Cyr-Coëtquidan. Si leur origine sociale est plus voisine de celle des officiers de la seconde division de cette école que de la première, la démocratisation du corps des officiers français serait un fait confirmé.

Les griefs du métier

A la désaffection des jeunes pour la carrière des armes, les éléments d'explication ne manquent pas. Il semble que l'on doive tout d'abord tenir compte de la situation matérielle faite aux officiers. Les soldes, disent-ils, sont insuffisantes. Lorsque des indemnités ou primes de campagne ne s'y ajoutent pas, elles apparaissent sensiblement inférieures aux traitements des fonctionnaires de formation ou de grades équivalents.

L'officier y voit une preuve de l'incompréhension, voire de l'hostilité, des autorités civiles à son égard. Cette situation est d'autant plus grave que les fréquentes mutations imposées par les nécessités de service l'obligent à des dépenses supplémentaires et rendent plus difficile sa situation de famille.

Un sondage portant sur 235 officiers mariés ayant tous 13 ans de service a indiqué que durant ce laps de temps : 50 % d'entre eux avaient déménagé de 4 à 6 fois ; 25 % de 6 à 8 fois ; 10 % 9 fois et plus.

Il faut ajouter que nombre d'entre eux — parmi ces derniers notamment — n'avaient pu se faire accompagner par leur famille.

C'est à ces déplacements, véritable cauchemar, que les officiers attribuent la multiplication des divorces, les difficultés de caractère ou les retards scolaires de leurs enfants. Leurs femmes, disent-ils, se lassent, les unes des soucis et des fatigues que comportent les déménagements répétés, les autres de la solitude à laquelle les condamnent trop souvent les changements de garnison de leur mari. Ballottés d'école en école, les enfants ne peuvent poursuivre que de mauvaises études.

Le métier des armes n'est pas le seul à éprouver des difficultés financières ou familiales, et cette carrière n'a jamais été sédentaire. Que les griefs des militaires soient justifiés ou non, l'important est qu'ils les imputent aujourd'hui à leur condition d'officier. C'est là un des éléments de ce qu'on pourrait appeler, avec Albert Camus, leur « mal-confort », qui tient, sans doute, à des causes morales autant que matérielles.

Réformes et concessions

La désaffection des jeunes gens pour l'armée peut également se mesurer au nombre de candidats qui se présentent à l'École de Saint-Cyr-Coëtquidan. Ce nombre a diminué de près de moitié par rapport à la période 1930-1939, qui fut, il est vrai, assez exceptionnelle. En outre, fait caractéristique, il n'a été maintenu à son niveau actuel de 800 à 850 qu'au prix de concessions ou d'innovations : la limite d'âge a été reculée et deux options nouvelles : « histoire et géographie » d'une part, « langues » de l'autre, ont été créées afin d'atteindre des étudiants peu doués pour les sciences. Elles sont actuellement choisies par 60 % des candidats.

Comme les besoins de l'armée restent élevés, la sélection est devenue moins sévère : 2 candidats sur 5 sont reçus aujourd'hui au lieu d'un sur 5 à la veille de la guerre. Ce fléchissement serait inquiétant, s'il n'était compensé par le fait que de nombreux saint-cyriens complètent maintenant leur formation en préparant des certificats de licence scientifique ou littéraire, afin de s'assurer de meilleures débouchés éventuels dans la vie civile.

D'autres propositions ont été présentées pour lutter contre la désaffection dont souffre l'armée et pour accroître le recrutement de ses officiers. On a pensé augmenter les soldes, ce qui aurait pour effet immédiat d'améliorer la situation des cadres.

Il ne semble pas, en revanche, que l'on ait songé à pallier les désagréments qu'imposent les mutations et les changements de domicile qui en sont la conséquence.

Pour ce qui est des écoles militaires, on accepte que des officiers n'aient plus une formation générale aussi développée que celle qui était exigée autrefois des candidats à Polytechnique ou à Saint-Cyr. A partir de cette situation, de hardis novateurs ont établi des projets qui modifieraient sensiblement la structure de l'armée.

Pourquoi, disent-ils, ne pas créer deux catégories d'officiers ? Les uns, les plus nombreux, seraient recrutés plus en considération de leurs qualités de caractère ou de leurs connaissances pratiques que de leur culture générale.

Les seconds, en nombre plus restreint, seraient sélectionnés suivant d'autres critères. Ils recevraient une culture générale étendue, non seulement scientifique mais également économique et philosophique, qui leur permettrait d'accéder rapidement à des grades élevés. Assurés de percevoir des soldes substantielles en même temps qu'ils assumeraient des tâches en rapport avec leurs qualités intellectuelles, les sujets d'élite seraient — on l'espère — attirés par cette carrière, tandis que des facilités leur seraient laissées pour demeurer en contact avec l'Université.

On ignore ce qu'il en sera de ces propositions et dans quelle mesure les impératifs de la guerre d'Algérie et ceux de l'épuration résultant de l'insurrection du mois d'avril 1961, permettront de les mettre en application. Il sera intéressant d'en suivre le développement, qui donnera une idée des chances de succès et aussi des risques d'une réforme particulièrement ambitieuse.

Des impressions et des faits

Comparé à l'officier français de 1939, l'officier de 1961 diffère beaucoup plus de lui que son aîné ne le faisait de l'officier de 1919.

C'est la conséquence, non seulement du fait que le corps des officiers est lourdement chargé de responsabilités qui ne sont pas les leurs, mais aussi de la conviction qu'ils ont acquise que les vieux principes de patriotisme et de discipline ne suffisent plus pour faire face à la guerre subversive.

Cependant, l'officier conserve la plupart de ses caractères traditionnels. Dans la présente analyse nous avons examiné quelles rectifications l'observation des Ecoles militaires — et de l'Ecole spéciale militaire interarmes de Saint-Cyr-Coëtiquidan en particulier — apportait au sentiment commun à de nombreux Français, à savoir que les familles militaires détournent de plus en plus leurs fils de l'armée.

Les officiers en donnent pour preuve l'augmentation sensible des démissions : 560 en 1959, soit autant que le total des trois années d'après-guerre. Si l'on fait remarquer que ce chiffre n'est pas très élevé, ils répliquent qu'il est parfois difficile pour un officier qui n'est plus très jeune, et qui n'avait jamais envisagé de changer de métier, de trouver une situation dans la vie civile.

Ce sont en conséquence, disent-ils encore, les fils d'officiers qui se détournent de l'armée, et dans bien des cas leurs pères les y encouragent. De plus les jeunes gens qui, malgré tout, choisissent la carrière des armes l'abandonnent dans un esprit nouveau : ils songent à acquérir une formation technique qui leur permette, le cas échéant, de trouver un emploi dans l'industrie.

Comme nous l'avons constaté, les chiffres amènent à nuancer sensiblement un sentiment que de nombreux « civils » sont enclins à partager.

Il sera moins aisé de faire l'accord sur d'autres aspects d'un diagnostic provisoire de la société militaire française actuelle (8).

1. Indifférence malveillante mais volontiers méfiante de l'opinion à l'égard de l'armée, scepticisme envers ses officiers et ses traditions.

2. L'internationalisation des problèmes de sécurité et une technicité de plus en plus poussée déracinent, en quelque sorte, l'armée et ses cadres (9).

3. Dans la Quatrième République, l'exaspération d'une armée livrée à elle-même, investie en fait de tous les pouvoirs par la démission progressive des autorités civiles, chargée des tâches les plus hétéroclites, tenue pour responsable de toutes les fautes et de tous les échecs.

4. Dans la Cinquième République, mécontent, non sans quelques raisons, l'officier s'en prend aux institutions civiles plus volontiers qu'aux exigences du XX^m siècle (en oubliant que les lois ne sont

rien sans les mœurs, et en concluant que l'armée se suffit à elle-même et en affirmant que l'obéissance ne vaut qu'entre militaires).

Les problèmes que pose l'adaptation de la société militaire contemporaine aux menaces et aux virtualités de la guerre sont donc devenues de plus en plus complexes ; ils sont aussi en constant renouvellement (10).

Si cette analyse est exacte, les conclusions en sont claires. Depuis 130 ans, l'armée française était essentiellement une armée stationnée en Afrique. L'idéal souvent pris comme modèle dans le corps des officiers était alors le type « guerrier ». La nation, qui le savait regardait ces officiers avec une certaine tendresse admirative.

L'officier intellectuel, par contre, recourt à une philosophie propre et spécifique, non pas tant à cause de l'indifférence des gouvernements pour les difficultés que ressent l'armée, mais en raison des emprunts faits à Mao Tse-tung, et qui finissent par la mener à regarder chacun comme un ennemi qui agit contre sa propre opinion (11).

Hier, homme du jour, impétueux, comblé de gloire et d'honneurs, celui pour qui l'aventure du désert et du djébel constituait un élément indispensable du tempérament se voit soudain placé devant l'obligation d'échanger la carrière des armes d'outre-mer contre la vie humble, la solitude ennuyeuse des casernes et des garnisons métropoli-

(8) Quant à la psychologie sociale, c'est essentiellement à l'école américaine de sociologie de comportement que l'on doit les travaux importants. Il est regrettable que nous ne disposions pas d'une étude valable sur le milieu militaire français contemporain. Son étude appelle la collaboration des historiens, des sociologues, des juristes et des militaires.

(9) Faut-il rappeler que le chef d'Etat, en voulant la mise au point d'une bombe atomique française et en accélérant la modernisation de l'armée, cherche à détourner les officiers du domaine politique et à galvaniser les forces de l'armée en polarisant leur attention sur l'aspect technique de l'opération. Leur prestige se voit augmenté par leur compétence technique, en même temps que s'effectue un rapprochement avec le monde scientifique, le sens de l'intérêt général s'en trouve élargi, ce qui offre une garantie supplémentaire de loyauté.

(10) En fait, seule la lecture des revues spécialisées peut permettre de suivre (comme d'ailleurs dans beaucoup des autres domaines de la science politique), avec une relative précision, l'évolution des problèmes militaires dans la France d'aujourd'hui.

(11) On ne saurait négliger l'importance que la pensée militaire française accorde, depuis quelques années, à l'examen des phénomènes de la guerre subversive et de la guerre révolutionnaire. Voir les utiles tentatives de mise au point de OI. DELMAS : *La guerre révolutionnaire*, dans *Que sais-je ?* 1959, n° 826, et de M. MEGRET : *La guerre psychologique*, dans *Que sais-je ?* 1956, n° 713.

taines. Déchiré par le gigantesque conflit qui lui impose d'apprendre à vivre en temps de paix, le noyau de l'armée n'est plus muet et sous prétexte d'un patriotisme trahi, une partie de ses officiers ne craint pas de manifester ses opinions politiques.

Ainsi l'entrée massive et imminente des militaires dans la Métropole est décidément plus qu'une mesure administrative. Pour l'officier, le fait est d'une ampleur exceptionnelle. Spirituellement il doit de nouveau prendre pied en Europe, s'accoutumer peu à peu à défendre l'Europe en Europe.

L'intégration au sein de l'OTAN pourrait à cet égard aider l'officier français à s'adapter. Qu'il se console en pensant que les officiers allemands ont dû, eux aussi, renoncer considérablement à leurs anciennes traditions.

La multiplicité des problèmes militaires et certaines prérogatives des chefs militaires étant désormais hors de question, le corps des officiers le plus héroïque verra diminuer rapidement son rayonnement, sa taille, sa force, sa vitalité, s'ils se

révèle inapte à tirer les leçons de l'expérience cruelle où il est engagé.

Une crise est ouverte, très différente des précédentes : c'est la crise des nations occidentales qui ne peuvent plus espérer assurer seules leur grandeur et leur réussite. On peut se demander dès lors dans quelle mesure l'oisiveté et la disponibilité de l'officier de carrière en temps de paix ne le mènent pas inéluctablement, sauf exceptions, à s'orienter vers une activité politique qui lui permettrait de jouer un rôle à ce qu'il estime être sa mesure, tout comme la défaite militaire amène souvent les généraux et les états majors à chercher dans le rôle de sauveur civil une compensation à l'effondrement de leur prestige.

Avec des tâches et des buts nouveaux, avec un vrai chef possédant les conceptions visionnaires d'un Général de Gaulle et faisant preuve de l'envergure d'un leader comme Leclerc ou comme de Lattre de Tassigny, l'officier français pourrait rendre réelles et effectives les paroles prêtées à Talleyrand au début de la Restauration : « La France a cessé d'être grandiose, pour redevenir grande ».

